



11-02-2013

S'approprier les grands moyens de production et les banques

Chaque jour on nous martèle que dans un marché mondialisé où la concurrence est de plus en plus féroce... « Le coût du travail » serait trop élevé en France et que les entreprises françaises ne seraient pas compétitives... Les salaires et les cotisations sociales seraient trop élevés... Ce serait le principal obstacle au développement de la nation...

La banque Natixis y va, elle aussi, de son couplet et en remet une couche. Selon celle-ci : « *les marges des entreprises sont médiocre, leurs profits, après versement des dividendes, représentent 6,8% du produit intérieur brut (PIB) contre 11,05% en Allemagne.* Conclusion : il faut « *alléger les charges sociale, flexibiliser le marché du travail trop rigide* ». On résume: casser le code du travail et précariser l'emploi.

Le patronat, la CFDT, la CGC et la CFTC ont signé ensemble le 11 janvier un accord dans ce sens. Le gouvernement est pressé de répondre aux injonctions du grand capital pour en faire une loi.

Selon l'INSEE la part versée aux actionnaires a augmenté bien plus vite que les salaires et a atteint des sommets inégalés depuis trente ans. De 1980 à 2010, la part versée aux actionnaires a triplé. Elle est passée de 3% de la richesse nationale à 9%, Une hausse de **180 milliards d'euros par an** pendant trente ans, soit 5.400 milliards.

*En 30 ans, les dividendes versés aux actionnaires ont augmenté de 200%, alors que les salaires n'ont progressé que de 20%.

*Toujours selon l'INSEE, en 2010, 210 milliards d'euros ont été versés aux actionnaires.

L'obstacle à la compétitivité des entreprises n'est donc, ni "le coût du travail", ni la protection sociale des travailleurs. La richesse produite par le travail des salariés est détournée par le capital et le gouvernement à son service.

Il faut en finir avec l'exploitation capitaliste. Il faut se réapproprier la richesse produite par les salariés, il faut s'attaquer au pouvoir des multinationales.

Il faut nationaliser véritablement les secteurs clés de l'économie, en reprenant définitivement les grands moyens de production aux multinationales, aux grandes banques, et sociétés financières. Les richesses créées iront au peuple, pour développer l'économie, l'industrie, les services publics, la recherche, l'enseignement, pour créer de l'emploi, augmenter les salaires et les retraites, pour la santé... C'est une revendication qui grandit avec la lutte.

www.sitecommunistes.org